

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 565 du 02.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Les fraises de gaza

1-2 Ramzy Baroud « Le calvaire des Palestiniens » : Le cœur du problème c'est l'humanité.

1-3 René Naba : Israël : De la propagande partie. (2/3)

1-4 Le boom des blogues gazaouis.

2 Les brèves

2-1 L'occupation réutilise des bombes de gaz mortel dans la répression des Palestiniens.

2-2 Rami Almeghari : L'aviation israélienne détruit une laiterie dans Gaza.

2-3 Hamas: la destruction de l'hôtel Shepherd va dans le sens d'une judaïsation de Qods.

3 Dossier

3-1 Hébron-AIKhalil : le quotidien infernal de l'occupation israélienne.

3-2 Richard Falk : La violence d'Israël contre les manifestants du mur de la honte : du TERRORISME D'ETAT.

3-3 Alain Gresh : La prochaine guerre.

3-4 René Naba : Requiem pour l'ingérence humanitaire médiatique.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Les fraises de gaza

[.http://www.viddler.com:80/explore/reportages01/videos/1/](http://www.viddler.com:80/explore/reportages01/videos/1/)

1-2 Ramzy Baroud « Le calvaire des Palestiniens » : Le cœur du problème c'est l'humanité.

Quand j'ai trouvé un exemplaire du dernier livre de William A. Cook, « Le calvaire des Palestiniens » dans ma boîte à lettres, j'ai ressenti par un peu d'inquiétude.

Rassemblant le travail de plus de 30 grands écrivains, ce manuel est celui qui aborde à mon sens le calvaire des Palestiniens de la façon la plus claire à ce jour.

Ramzy Baroud

Mercredi 22 Décembre 2010

[15 septembre 1982 - Massacres perpétrés par les fascistes libanais avec l'aide de l'armée israélienne, dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila à beyrouth](#)

De l'introduction de la plume même de Cook : « L'Histoire cachée du projet sioniste de transformer la Palestine en un état juif », jusqu'au résumé des crimes d'Israël de Francis Boyles : « les crimes d'Israël contre les Palestiniens », le lecteur est convié à un voyage extensif qui le conduit tout au long de l'histoire de la Palestine d'avant et après la Nakba, la Catastrophe de 1947-48.

Cependant je craignais que quelque chose ne manque dans cette entreprise noble et monumentale : la réponse personnelle des Palestiniens aux cruautés qu'ils subissent. Est-ce que les Palestiniens seraient encore une fois présentés comme de simples victimes photographiées sur des posters pour réunir des dons ?

La photo de couverture était significative : un vieil homme à la barbe blanche et à l'air doux qui aurait pu être n'importe quel grand-père palestinien ou du Moyen-Orient caresse avec affection les cheveux d'un petit enfant. Les deux personnages sont accroupis devant une petite tente. Al-Nakba venait de les frapper, et les deux Palestiniens séparés par deux générations mais qui vivent le même drame ont l'air épuisé et hagard. Cependant d'une certaine manière le grand-père fait valoir avec détermination son droit d'aimer son petit-fils. Le refus de renoncer à son humanité a été le fer de lance de la lutte et de la résistance du peuple palestinien contre le cruel système d'occupation et d'oppression, pendant presque 63 ans.

Beaucoup d'universitaires le savent-ils ? Comprennent-ils bien ce qui donne la force à un vieillard palestinien d'un village de Cisjordanie d'affronter la brutalité des colons juifs, année après année, en rentrant de récolter les olives des rares oliviers qu'il lui reste ? Ou à une femme palestinienne de Gaza de faire les allers et retours jusqu'au bureau de la Croix Rouge pour y brandir une photo de son autrefois jeune fils qui souffre dans une prison israélienne ?

Ce qui leur donne la force de continuer à vivre n'est pas quelque chose qui peut être disséqué scientifiquement ou analysé intellectuellement. On peut seulement le ressentir, l'expérimenter et le comprendre partiellement. Cette compréhension toutefois est essentielle car ignorer la composante la plus importante du conflit palestinien, à savoir le peuple palestinien ferait perdre beaucoup de temps et d'efforts.

Il y a des intellectuels qui, avec les meilleures intentions du monde, considèrent souvent comme une seule et même chose la faiblesse compréhensive des leaders actuels de l'Autorité Palestinienne et la détermination du peuple palestinien. Il ne font pas de différence entre les deux dans leurs écrits. Un des meilleurs auteurs sur la Palestine a noté à juste titre l'énorme différence de pouvoir entre les Palestiniens et Israël et a fait remarquer qu'un tel déséquilibre ne pourrait jamais engendrer des négociations équitables. A l'appui de ses dires, l'auteur écrit que les Palestiniens sont « un peuple presque totalement privé de pouvoir » qui négocie avec un « occupant puissant ».

Mais le peuple palestinien ne négocie avec personne. Ses représentants ne représentent qu'eux-mêmes et leurs intérêts personnels. Il est important de maintenir la distinction entre l'Autorité Palestinienne de Ramallah et le peuple palestinien qui lutte pour ses droits depuis tant d'années et qui a lancé deux des plus grandes manifestations populaires de pouvoir et de résilience : Le Premier Soulèvement de 1987 et l'Intifada al-Aqsa de 2000. Une population entière qui s'attaque à l'auto-proclamée « plus grande armée du Moyen-Orient » peut-être difficilement qualifiée « d'impuissante ». Le peuple palestinien s'est imposé comme un élément concret dans l'analyse du conflit et il a prouvé qu'il était un acteur puissant dans l'élaboration de son propre destin.

Jeff Harper, le directeur du Comité Israélien contre la Démolition de Maisons, comprend bien cela. Ceux qui militent pour la Paix et la Justice ont consacré des dizaines d'années à oeuvrer pour une solution juste du conflit, cela leur a donné l'occasion de travailler avec de nombreux Palestiniens. Il a donc compris quelque chose que les politiciens ignorent volontairement ou involontairement. « Tant que tous les Palestiniens -et pas seulement l'AP- ne seront par d'accord pour dire que le conflit est résolu, il ne le sera pas. » Il ajoute dans un article récent intitulé « Palestine 2011 » que « Israël et ses alliés ont le pouvoir de rendre la vie presque insupportable aux Palestiniens, mais ils n'ont pas celui d'imposer l'apartheid ou le warehousing*. » Harper a raison et l'histoire a prouvé encore et encore cet état de fait. Il y a des limites au pouvoir du « puissant occupant ». Il peut tuer, confisquer, détruire et brûler, mais il ne peut pas forcer l'autre à se soumettre. De sorte que, parler de la victimisation des Palestiniens sans parler de leur résistance collective constitue une vision incomplète de la réalité historique. Il est bien sûr indispensable d'étudier le Calvaire des Palestiniens et d'en parler avec autorité et de manière extensive. Le récit détaillé des souffrances qu'occasionne « le lent génocide » permet de se rendre compte des violences expérimentées par les Palestiniens. Sans cela, nous ne pourrions jamais comprendre la colère, le ressentiment et la douleur partagés par plusieurs générations d Palestiniens en Palestine et dans la Diaspora.

La tragédie humaine est décrite dans toute sa réalité dans la première partie du livre. A chaque paragraphe le lecteur se trouve confronté a des épisodes sanglants. Mais si l'insoutenable violence de ce conflit est bien réelle, pourquoi tant de personnes voient-elles cela différemment ? La réponse se trouve dans la deuxième partie : « Propagande, Perception et Réalité ». Elle commence par une citation du slogan du Mossad israélien d'avant 2007 : « Pour tromper l'opinion, fais la guerre. » Il semble que ce slogan résume la conduite officielle d'Israël.

Cependant la société civile ne peut être trompée indéfiniment et le récit des initiatives extraordinaires prises par des gens ordinaires sur la terre entière sont ce qui donne toute sa valeur à la troisième partie. « Gouverner selon le droit ou par la

force » est une introduction édifiante aux efforts des militants avec des thèmes qui vont de « Le tribunal Russell en Palestine » à « La nécessité d'un boycott culturel ».

Le Calvaire des Palestiniens n'est pas seulement une chronique supplémentaire de l'histoire d'une nation sans défenses. Tout en reconnaissant sans hésitation cette réalité, ce n'est pas du tout une apologie de l'état de victime. Le livre rend plutôt compte de l'inévitable passage de la souffrance à la résistance.

Dans l'essai : « Le nom qu'on lui donne a-t-il de l'importance ? » deux de mes auteurs favoris, Kathleen et (le défunt) Bill Christison écrivent : « La résistance palestinienne est palpable au fil de cette terrible histoire. Dans le même petit village, pendant qu'une famille s'en va d'autres construisent ».

C'est cet équilibre même entre destruction et construction, désespoir et espoir, occupation et persévérance qui fait la puissance du peuple palestinien. Leur pouvoir ne peut être comptabilisé mais on peut le sentir, l'expérimenter et le comprendre. « Le Calvaire des Palestiniens » est un livre qui relate une longue histoire de destruction en semant les graines de compréhension si nécessaires à l'avènement d'un changement significatif et durable.

[Note :]

* Voici la définition de Jeff Harper sur canalblog (<http://mcpalestine.canalblog.com/ta...>) Le concept de « warehousing », c'est-à-dire le parage : Comment parquer les « humains excédentaires » dans des camps de réfugiés, dans des zones de déportation, dans des réserves amérindiennes, dans des bidonvilles, etc...

Ramzy Baroud

Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, *Mon père était un combattant de la liberté : L'histoire vraie de Gaza* (Pluto Press, London), peut être acheté sur Amazon.com.

<http://www.counterpunch.org/baroud1...>

Traduction : D. Muselet

22 Décembre

<http://www.info-palestine.net>

http://www.alterinfo.net/Le-calvaire-des-Palestiniens-Le-coeur-du-probleme-c-est-l-humanite_a52965.html

1-3 René Naba : Israël : De la propagande partie. (2/3)

I – Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, Spot and Shoot, le vade-mecum des outils de la stratégie israélienne de communication,

La place prépondérante qu'occupe Israël en termes d' « unités de bruit médiatique » s'explique aussi par sa maîtrise des outils de la stratégie de communication moderne grâce à des techniques qui ont pour nom Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, abscons pour le grand public.

Hasbara (1) : Le terme hébreu « Hasbara » se traduit officiellement par « explication publique » mais signifie couramment « propagande », du latin propaganda, ce qui doit se propager.

Cela inclut non seulement le travail des relations publiques gouvernementales mais des questions plus secrètes que traite le pouvoir israélien avec une cohorte d'organisations privées et d'initiatives qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télévision et en ligne. Conséquence de la dégradation de l'image d'Israël, en général, et de l'armée israélienne, en particulier, consécutive au bellicisme de ses équipes gouvernementales, Israël déploie une équipe de cybernautes pour diffuser une désinformation positive.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a ainsi mis sur pied une équipe clandestine spéciale de travailleurs rémunérés dont le travail consiste à surfer sur l'Internet 24 heures sur 24 pour propager des informations positives sur Israël. Le recrutement s'opère parmi les soldats fraîchement diplômés et démobilisés, dotés de compétences linguistiques, en vue de jouer le rôle de surfeurs ordinaires, tout en propageant la ligne gouvernementale sur le conflit du Moyen-Orient. Les surfeurs de l'opération HASBARA ne s'identifient pas comme Israéliens, mais comme des surfeurs dont les propos ont une touche personnelle, mais qui reposent en fait sur un argumentaire mis au point par le ministère. Une équipe de cybernautes, en somme, pour diffuser de la désinformation positive en vue de tenter d'étouffer le débat, comme ce fut le cas lors de l'assaut naval israélien contre la flottille humanitaire de Gaza, en avril 2010.

L'existence d'une « équipe Internet de combat » est apparue au grand jour depuis qu'elle a été inscrite dans le budget du ministère des Affaires étrangères en 2009. Près de 105 000 € ont été réservés à une première phase de développement, et un financement supérieur est prévu pour la suite, en raison de l'importance prise par l'Internet dans la guerre psychologique contemporaine, au point de devenir un théâtre d'opérations dans le conflit israélo-palestinien. Le soutien à Israël qui s'exprime, d'une manière passionnée, dans les sections interactives des sites Internet, forums, chats, blogs, Twitters et Face book, n'est pas aussi spontané qu'il n'apparaît à première vue. Une synchronisation est effectuée avec un groupe de défense privé, particulièrement actif GIYUS. ORG (Give Israel Your United Support). Ce groupe disposerait de près de 50 000 activistes, équipés d'un programme téléchargé « MEGAPHON », chargé d'alerter leurs ordinateurs chaque fois qu'un article critiquant Israël est publié. Ils sont alors censés bombarder le site de commentaires de soutien à Israël.

Spot and Shoot (2) : En complément à la bataille de l'Internet, Israël a développé la guerre optronique (optique électronique) sous un programme intitulé Spot and Shoot (Repère et Tire), qui équivaut à un meurtre à distance par télécommande. Des opérateurs sont assis devant un écran de télévision à partir duquel ils peuvent contrôler l'action avec une manette de style PlayStation. Le but : tuer. Manié par des jeunes israéliennes qui font leur service militaire, Repère et tire, comme l'appelle l'armée israélienne, peut ressembler à un jeu vidéo, mais les silhouettes sur l'écran sont de vraies personnes, les Palestiniens de Gaza, qui peuvent être tués par la pression d'un bouton sur la manette. Des femmes soldats, situées loin de là dans une salle d'opération, ont la responsabilité de cibler et d'actionner les tirs des mitrailleuses télécommandées installées sur des tours de guet tous les quelques mètres le long de la grille électronique qui encercle Gaza. Le système est l'un des derniers

dispositifs de « meurtre à distance » développé par la Compagnie israélienne d'armement Rafael, l'ancienne division de la recherche en armement de l'armée israélienne, désormais une firme gouvernementale distincte. Le contrôle à distance du matériel militaire comme 'Spot and Shoot' est le visage de l'avenir. Il espère que d'ici une décennie, au moins un tiers des machines utilisées par l'armée israélienne pour le contrôle terrestre, aérien et maritime seront télécommandées.

B- KISS : Pour « Keep It Simple and Specific » ou « Keep It Stupid and Simple ». La méthode repose sur le principe selon lequel une question simple et précise vaut souvent mieux que d'aller droit au but en attendant que l'utilisateur fasse lui-même un raisonnement plus complexe. Offrez à votre interlocuteur la possibilité de donner son opinion. Faites-lui sentir qu'il est spécial à vos yeux. Tenir compte des remarques de l'interlocuteur et signaler le lui, cela encouragera sa réceptivité à vos arguments.

II- L'argumentaire ou la proposition du "The Israël Project's 2009, Global Language Dictionary »

Le principe de base repose sur l'axiome selon lequel le langage d'Israël et le langage des Etats-Unis sont synonymes, s'articulant sur des mots basiques : « démocratie », « liberté », « sécurité ».

Un rapport intitulé "The Israël Project's 2009 Global Language Dictionary », rédigé par Franz Lunzt, un américain sioniste, opérant pour le compte du groupe de pression, « The Israël Project (TIP) », basé à Washington, vise à faire la promotion de la version israélienne des événements, en proposant d'expressions et vocabulaire « prêts à l'emploi » afin de donner une image positive d'Israël.

Ce rapport de 117 pages, établi en avril 2009 et mis à jour par Newsweek le 10 juillet 2010, part du constat que les médias sont la source principale de l'information sur le Moyen Orient pour la grande majorité des Américains. Il invite en conséquence les dirigeants pro israéliens à s'assurer que des histoires solides et « programmables à la TV » soient choisies et montrées dans les médias sur une base régulière.

Fondé sur des sondages auprès des Américains, le rapport est une leçon aux autorités américaines sur la manière de présenter le « plat Israël » à la planète. Le rapport se conclut par cette affirmation péremptoire : « ce n'est pas ce que vous dites qui compte. C'est ce que les gens entendent ».

De l'usage du vocabulaire et du ton : L'auteur donne plusieurs exemples des « mots pour le dire » dans des encadrés citant des exemples de ce qu'il ne faut pas dire, et ce qu'il faut dire. Il cite en exemple l'usage de l'Empathie :

« Même les questions les plus difficiles peuvent être contournées si vous êtes prêts à accepter la notion que l'autre côté a, au moins, une certaine crédibilité. Si vous commencez votre réponse avec « je comprends et je sympathise avec ceux qui » vous construisez déjà la crédibilité dont vous aurez besoin pour que votre audience sympathise et soit d'accord avec vous.

Un ton condescendant, paternaliste, fera fuir les Américains et Européens. « Nous sommes à un moment de l'histoire où les Juifs en général (et les Israéliens en particulier) ne sont plus perçus comme des personnes persécutées. Les audiences américaines et européennes -audiences non juives sophistiquées, éduquées, ayant leurs points de vue- les Israéliens sont souvent vus comme les occupants et les agresseurs » souligne-t-il.

L'auteur recommande de Différencier clairement Palestiniens et gens du Hamas. Par humilité, Ne pas prétendre qu'Israël est dans l'erreur ou sans-faute, mettre constamment l'accent sur les buts militariste du Jihad et du support iranien du terrorisme afin de créer de l'empathie pour Israël., rappelant régulièrement qu'Israël veut la paix, évoquant au passage des expressions telles « compromis », « diplomatie économique », « exemples d'efforts de paix » « prospérité économique » (pour les Palestiniens).

Dernière et non la moindre des recommandations : Parler du futur, jamais du passé, en laissant entrevoir un espoir. Eviter une attaque directe de votre opposant. Utiliser un ton doux. Montrer vos regrets que les Palestiniens aient été si pauvrement gouvernés. Et surtout « Ne pas parler de la religion, mais, en revanche, Faire un parallèle entre les États-Unis et Israël incluant la défense contre le terrorisme ».

III – Le lobby pro israélien aux Etats-Unis

Le CAIAP (3) – Le CAIAP « Le Comité Américano-israélien des Affaires Publiques », est le deuxième lobby le plus puissant du pays après la National Rifle Association (le lobby des porteurs d'armes) dans la liste du National Journal. Son objectif est simple : un Israël puissant, libre d'occuper les territoires qu'il veut, des Palestiniens affaiblis et un soutien américain aveugle à Israël. Il dispose pour ce faire d'un formidable réseau de partisans dans tout le pays. Ses 100 000 membres, une augmentation de 60% par rapport à 2001, sont dirigés par neuf bureaux régionaux, leurs dix bureaux satellites, et l'équipe de Washington, un groupe d'une centaine de personnes hautement professionnel qui comprend des lobbyistes, des chercheurs, des analystes, des organisateurs et des publicitaires soutenus par un énorme budget de 47 millions de dollars par an.

L'équipe du CAIAP est célèbre au Congrès pour sa dextérité à recueillir les dernières informations sur les affaires du Moyen-Orient pour les convertir en communiqués politiques digestibles et soigneusement orientés (selon leurs idées) à l'usage des assistants parlementaires. Le CAIAP concentre tous ses efforts sur le Congrès, la pression sur la branche exécutive est opérée par (le lobby) la « Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations » (la conférence des présidents des organisations majeures juives américaines). Ce groupe, moins connu que le CAIAP, dispose toutefois d'autant de pouvoir.

Constitué des chefs de plus de 50 organisations juives américaines, la « Conference of Presidents » est censée représenter la voie collective de la communauté juive américaine, laquelle tend à être plutôt pacifiste au sujet des problèmes au Moyen Orient. Hillary Clinton continue de vouloir faire oublier sa déclaration de 1998 pour un Etat palestinien et le baiser donné à Suha Arafat en 1999. Elle a depuis cherché à compenser en votant selon les idées du CAIAP sur presque toutes les questions. Pour les élections en cours, elle a reçu 80 000 dollars de la part des pro israéliens, plus que n'importe quel autre candidat au Congrès. Du fait des dons, le lobby pro israélien peut compter sur la moitié de la Chambre des députés, de 250 à 300 membres, pour faire tout ce que le CAIAP veut, sans poser de questions. Dans les faits, cette organisation est dirigée par son vice-président, Malcolm Hoenlein, longtemps proche du mouvement des colons. Pendant plusieurs années durant les années 1990, il a servi de président associé pour les dîners annuels new yorkais servant à récolter des fonds pour Bet El, une colonie militante près de Ramallah. En 20 ans de présence à la Conférence, Hoenlein s'est assuré qu'Israël puisse poursuivre n'importe quelle politique choisie, y compris son expansion en Cisjordanie, sans aucune interférence des Etats-Unis. Durant

les années Clinton, la « Conference of Presidents » était très enthousiaste durant la campagne pour le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. En octobre 1995, le « Jerusalem Embassy Act » a été largement accepté dans les deux chambres du Congrès. La loi prévoyait le transfert de l'ambassade à Jérusalem en 1999 à moins que le président n'invoque un désistement au nom de la sécurité nationale. Ne voulant pas s'opposer au CAIAP, le président Clinton laissa passer le projet de loi sans le signer. Comme prévu, des protestations véhémentes se firent entendre dans toutes les capitales arabes et Clinton accomplit son devoir et invoqua le désistement, et il n'y eut pas de transfert. Mais tous les 6 mois son administration doit soumettre au Congrès un rapport expliquant comment il appliquait la loi.

Autre exemple sous l'administration de George Bush jr, à l'occasion de la présentation, en avril 2003, de la « road map » (plan de route) pour le Moyen Orient. Le plan désignait une série de voies parallèles que les Israéliens et les Palestiniens devaient emprunter simultanément et qui devaient mener à la création d'un Etat palestinien indépendant au cours de l'année 2005. Le plan reflétait la conviction de l'administration selon laquelle, comme elle se préparait à envahir l'Irak, elle devait montrer au monde arabe qu'elle travaillait activement pour résoudre l'impasse israélo-palestinienne. Mais l'exigence qu'Israël travaille à un accord conjointement avec les Palestiniens semblait être pour le CAIAP et Sharon une pression politique regrettable et le lobby travailla avec ses amis au Congrès pour écrire une lettre qui en disait autant. Le plan de route finit par échouer. Cela a été causé par plusieurs facteurs, notamment la violence continue dans la région, mais la pression exercée par le CAIAP y a certainement contribué. Il en est de même pour le dossier nucléaire iranien. Un élément clé du réseau est le « Washington Institute For Near East Policy ». Le CAIAP a aidé à la création de cet organisme de réflexion en 1985, avec Martin Indyk, directeur de recherche du CAIAP qui en est devenu le premier directeur. Ses politiques sont globalement le miroir de celles du CAIAP. Le directeur exécutif, Robert Satloff, est un néo-conservateur, le directeur de recherche, Patrick Clawson, a été un partisan d'un changement de régime en Iran et pour une confrontation entre les Etats-Unis et Téhéran au sujet de son programme nucléaire. Enfin, dernier et non le moindre, l'éditeur du « Activities Update » n'est autre que Michael Lewis, fils de Bernard Lewis, l'universitaire de Princeton et interprète du monde arabe qui a donné des conseils à l'administration George Bush dans les mois précédant la guerre en Irak, et, surtout, Maître à penser de l'intellectuel évolutif Alexandre Adler, éditorialiste au Figaro et de la cohorte des néo conservateurs français.

IV – La capitulation américaine face à Israël : Une assistance au suicide

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sur les conditions de déroulement des négociations israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les Etats-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie ; Un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

Jamais dans l'histoire de l'humanité, une superpuissance de 310 millions d'habitants n'est apparue aussi complètement inféodée à un petit pays de sept millions d'individus.

Jamais dans l'histoire, un pays au PIB annuel de l'ordre de 200 milliards de dollars, n'a autant imposé sa volonté à une superpuissance pesant 14. 510 milliards de PIB annuel. En vain.

Au point que des universitaires américains posent la question du bien fondé de cette alliance, notamment Andrew Bacevic, professeur des relations internationales à la Boston University, qui dresse le constat de « l'échec l'art occidental de la guerre (4) et que le militant de la paix israélien Uri Avnery estime que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide (5). L'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement s'est récemment traduite par la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ainsi que par la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana) appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique. Mais, curieusement, la sonnette d'alarme des dirigeants européens n'a pas rencontré beaucoup d'échos dans la presse internationale, particulièrement française, signe patent de la tétanie des mediacrates devant le lobby pro israélien.

A suivre ... RN

René Naba | 15.01.2011 | Paris

Notes

1- Jonathan Cook, The national (Nazareth) Le 25 juillet 2009. Pour consulter cet article, le lien suivant :

<http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article ?AID=/20090721/FOREIGN/707209856/1135>

2 – A propos de Spot and shoot Cf à ce propos : <http://news.antiwar.com/2010/07/12/israels-spot-and-shoot-system-aims-to-perfect-joystick-based-warfare/>

3- Comment Israël tente d'étouffer le débat, Michael Massing 11 Mai 2006. Paru en anglais sous le titre "The Storm over the Israel Lobby" IN THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS, VOLUME 53, NUMÉRO 10, 8 JUIN 2006, Voir en ligne : <http://www.nybooks.com/articles/19062>. Ainsi que : « Le lobby pro israélien et la politique étrangère américaine » de John Mearsheimer et S. Valt – Editions La Découverte- septembre 2007 -« Une haine imaginaire ? Essai sur le nouvel antisémitisme en France » de Guillaume Weil Raynal- Editions Armand Collin-2006. -« Les nouveaux désinformateurs » de Guillaume Weil Raynal- Editions Armand Collin-2007.

4- Sur la stratégie globale de l'occident, Cf. à ce propos « La fin de l'histoire militaire ? Les Etats-Unis, Israël et l'échec de l'art occidental de la guerre par Andrew J. Bacevich, Professeur d'Histoire et de relations internationales à la Boston University, mis en ligne le 27 Décembre 2010 sur tom dispatch.com. Texte traduit en français par Albert Caillé.

<https://docs.google.com/viewer ?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=12d2e2f02a282719&mt=application/>

5- Uri Avnery : « En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard », écrit le

pacifiste israélien face à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement. (« Ship of fools 2 », Gush Shalom, 18 Décembre 2010).

René Naba

dimanche 16 janvier 2011,

par [Comité Valmy](#)

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article1087>

1-4 Le boom des blogues gazaouis.

Le blogueur gazaoui Sharif Al Sharif écrit pour exprimer sa frustration et parler de la crise humanitaire qu'il vit quotidiennement. Il dit : « Gaza n'est pas l'enfer, c'est juste un endroit plutôt malsain pour vivre »

GAZA-Ville, 27 janvier 2011 (IRIN)

Sharif Al Sharif, 27 ans, a créé [son blogue](#) en 2006 alors qu'il n'y avait encore qu'une poignée de blogueurs dans la bande de Gaza. Ils sont aujourd'hui plus de 50, dit-il. Au cours de la dernière année, les médias sociaux ont connu un véritable boom à Gaza. Des jeunes femmes et des hommes comme M. Sharif envahissent le Web pour communiquer avec une communauté mondiale de laquelle ils sont autrement exclus. Les internautes du monde entier sont de plus en plus nombreux à les lire.

Si M. Sharif s'est toujours intéressé à la politique, il n'a jamais aimé parler publiquement de ses opinions. Lorsqu'il a lancé son blogue, il n'avait pas d'agenda politique : « Je voulais simplement être entendu. Lorsque j'ai commencé à bloguer, j'ai senti que j'avais ma place dans ce monde, même si ce n'était qu'une place virtuelle. J'écrivais pour être reconnu ».

M. Sharif raconte son expérience de la vie quotidienne à Gaza et rédige souvent des critiques d'albums de musique ou de films qu'il a vus et aimés. Bref, il écrit à propos de tout ce qui lui tient à cœur. Vu le contexte dans lequel il vit, les sujets politiques et humanitaires sont inévitables. « Tout ici est lié à la politique : c'est dans l'air qu'on respire. Il est impossible de ne pas y penser », explique-t-il.

Après la prise de pouvoir du Hamas en 2007, les frontières avec l'Égypte et Israël ont été fermées et la circulation des personnes et des biens a été soumise à des restrictions très sévères. Plus de 1,5 million de personnes vivent maintenant confinées dans un territoire de 360 kilomètres carrés.

D'après M. Sharif, ce qui est le plus satisfaisant dans le fait de bloguer, c'est la possibilité de communiquer avec une vaste communauté en ligne : « Les jeunes Palestiniens ne vivent pas comme les jeunes du reste du monde. Ils n'ont pas la même expérience de vie. Alors, nous nous créons une vie sur Internet pour remplacer ce qui nous fait défaut ».

Tout comme M. Sharif, Ola Anan, 25 ans, tient [un blogue](#) depuis 2006. Son anglais est parfait, mais elle préfère écrire en arabe. Son objectif premier est de créer un forum en ligne pour ses semblables afin de s'attaquer aux problèmes qui les touchent de près.

Ola Anan a créé son blogue « From Ghazza » en 2006. Pour elle, le blogue est un outil qui permet d'aborder des problèmes tant politiques que personnels avec des membres de sa communauté.

Selon elle, « les blogueurs locaux sont nombreux à écrire en anglais pour être lus par des gens de l'extérieur de Gaza, et en particulier de l'Occident. Je n'aime pas cette idée. Nous devons discuter de ces questions entre nous, et c'est pourquoi j'écris en arabe ».

« Ceux qui écrivent pour l'Occident ressentent toujours le besoin de parler de politique, mais il y a tant à faire au niveau social, comme d'œuvrer à la réconciliation [entre le Hamas et le Fatah, les deux factions rivales]. Je pense que nous devons résoudre ces problèmes nous-mêmes avant d'en parler aux gens de l'extérieur ».

Elle admet que les blogueurs palestiniens se montrent parfois réticents à s'attaquer aux problèmes locaux parce qu'ils craignent d'être lus par les mauvaises personnes. M. Sharif est du même avis : « Un de mes amis a abordé des questions très délicates sur son blogue et il s'est attaqué à certaines personnes [au pouvoir à Gaza] sur le plan personnel et professionnel. Il a reçu un avertissement de la part d'un ami d'un ami, qui lui a dit de se calmer et de laisser tomber ».

Public international

Qu'ils le veuillent ou non, les blogueurs de Gaza attirent de plus en plus de lecteurs étrangers. Pendant l'opération Plomb durci (entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009), la dernière incursion militaire israélienne dans la bande de Gaza, les journalistes se sont vu refuser l'entrée à Gaza. Les blogues gazaouis ont alors connu une popularité sans précédent auprès des lecteurs du monde entier qui souhaitaient connaître la réalité au-delà des gros titres.

Ola Anan étudiait alors en Belgique, mais elle a réussi à communiquer quotidiennement avec sa famille à Gaza. Pendant les trois semaines qu'a duré le conflit, elle a trouvé du réconfort dans l'écriture de son blogue et les commentaires postés en réponse à ses articles. Le nombre de visiteurs sur sa page est passé de 50 à 1 500 par jour.

« Les nouvelles ne disaient pas tout, au contraire. Par exemple, des blogueurs en Égypte ont demandé si les Gazaouis recevaient les dons qu'ils faisaient. Mes parents m'ont dit que des entrepôts de nourriture avaient été bombardés et que les hôpitaux étaient tous à court de fournitures », a-t-elle dit.

« Même si on envoyait de l'argent à Gaza, les habitants n'avaient aucun moyen de le récupérer parce que les banques n'avaient pas de réserves d'argent. J'avais le moyen de diffuser cette information », a-t-elle ajouté.

Les médias sociaux comme exutoire

Les blogues et les médias sociaux servent de plus en plus de soupape pour évacuer la pression. C'est ce que le

groupe de jeunes Gazaouis [Gaza's Youth Breaks Out](#), apparu sur Facebook fin 2010, a clairement démontré avec son manifeste passionné :

« Nous, les jeunes de Gaza, on en a marre d'Israël, du Hamas, de l'occupation, des violations permanentes des droits de l'homme et de l'indifférence de la communauté internationale ! »

« Nous voulons crier, percer le mur du silence, de l'injustice et de l'apathie de même que les F16 israéliens pètent le mur du son au-dessus de nos têtes, hurler de toute la force de nos âmes pour exprimer toute la rage que cette situation pourrie nous inspire ».

Le groupe Facebook a désormais plus de 18 000 fans et les blogueurs gazaouis sont très présents sur le Web. C'est pourquoi, aussi longtemps qu'Israël maintiendra son blocus et limitera la circulation des personnes, Internet permettra d'entretenir un lien crucial entre les Palestiniens de Gaza et le monde extérieur.

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]

Copyright © IRIN 2011. Les informations contenues dans ce site web vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences. Si vous réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ce bulletin, merci de tenir compte de cette réserve. Toute citation ou extrait devrait inclure une référence aux sources originales. Toute utilisation par des sites web commerciaux nécessite l'autorisation écrite d'IRIN. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs 2010.

Share

Source : IRIN

<http://www.irinnews.org/fr/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.IRIN.270111.htm>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'occupation réutilise des bombes de gaz mortel dans la répression des Palestiniens.

Les forces de l'occupation ont de nouveau utilisé le mois dernier des bombes de gaz lacrymogène de type mortel alors qu'elles sont interdites depuis deux ans, après avoir tués de nombreux citoyens Palestiniens de la famille d'Abou Rahma. Des sources de la presse hébreu ont dévoilé que les forces occupantes avaient décidé en décembre dernier d'arrêter l'utilisation de ce genre de bombes de gaz lacrymogène qualifiées de « mortelles », car elles ont gravement blessé de nombreux citoyens palestiniens et tué plusieurs autres.

Ce genre de bombes est très différent des types réguliers de bombes de gaz lacrymogène utilisées pour disperser les manifestants, car elles sont « très dangereuses et mortelles ».

Dans le même contexte, l'organisation "Médecins pour les droits de l'homme" qui travaille dans les territoires palestiniens occupés en 1948 a appelé l'armée sioniste à ne pas utiliser les bombes de gaz lacrymogène contre les citoyens palestiniens qui participent à des manifestations pacifiques.

Cela fait suite au martyr de la citoyenne palestinienne, Gawaher Abou Rahma, du village de Bilin à l'ouest de la ville de Ramallah, dans le centre de la Cisjordanie occupée, qui a succombé à ses blessures vendredi dernier lors de la répression des forces occupantes contre la manifestation hebdomadaire de Bilin contre le mur raciste sioniste et la colonisation. Les forces occupantes ont ouvert le feu et ont lancé de nombreuses bombes de gaz lacrymogène sur les manifestants, causant l'asphyxie d'Abou Rahma, qui a été transportée à l'hôpital où elle est tombée en martyr le lendemain matin.

03/01

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

2-2 Rami Almeghari : L'aviation israélienne détruit une laiterie dans Gaza.

Un monceau de ruines et de la poussière est tout ce qui reste d'une laiterie que l'aviation israélienne a détruite hier dans la ville de Khan Younis au centre de la bande de Gaza.

Les ruines de la laiterie sont adjacentes à un parc d'attractions dans le parc Asdaa, qui sert de refuge aux habitants de la bande de Gaza assiégée.

Avant le bombardement, la laiterie possédait trois chaînes de production réparties sur 400 mètres carrés. Elle produisait du lait, du fromage et du beurre, fournissant un revenu à quarante familles palestiniennes de Gaza et distribuant ses produits vers diverses parties de la bande de Gaza.

A l'aube, la laiterie a été touchée par au moins deux missiles tirés depuis des avions, répandant les pièces de machines et les équipements à des mètres de distance, transformant l'usine en un tas de décombres. L'attaque sur la laiterie s'est produite au milieu d'une augmentation régulière de l'activité

militaire israélienne dans la bande de Gaza. L'aviation israélienne a également frappé d'autres cibles, ce mardi, blessant quatre Palestiniens, dont un gardien dans Asdaa.

En prenant connaissance des dégâts, Shadi al-Batsh, ingénieur en chef de la laiterie, a déclaré à *The Electronic Intifada* : « cette laiterie avait été un rêve et elle était ensuite devenue réalité, mais cela a finalement tourné au cauchemar - pas seulement pour moi mais aussi pour la quarantaine d'employés qui ont tous travaillé dur pour réaliser quelque chose malgré un blocus israélien paralysant. »

Au milieu des décombres, al-Batsh a raconté comment la laiterie Asdaa avait réussi à distribuer ses produits à travers la bande de Gaza, et il a décrit l'impact de l'attaque sur l'économie locale déjà en difficulté à cause de l'état de siège imposé par Israël et qui dure maintenant depuis 42 mois.

« Nos pertes financières suite à cette attaque sont estimées à environ 300 000 dollars. En plus de ces pertes financières directes, il y a une perte indirecte pour les personnes qui avaient l'habitude de nous fournir en matières premières, en emballages de plastique, et ceux qui transportaient les produits dans les fourgonnettes et les distribuaient aux épiciers dans de nombreuses zones de Gaza. Nous nous demandons vraiment pourquoi un tel endroit a été pris pour cible par l'aviation israélienne. Il ne s'agissait que d'une laiterie et nous ne fabriquons ni armes ni roquettes artisanales », a expliqué al-Batsh.

Et Al-Batsh d'ajouter : « C'est la première fois que le centre d'Asdaa a été pris pour cible. Aujourd'hui nous avons eu une quinzaine d'autobus d'écoliers, pour une visite de terrain au cours de laquelle les enfants des écoles profitent un peu du parc d'attractions et de ce jardin public. Nous avons peur que ces voyages ne commencent à se réduire après un tel bombardement. »

Le centre Asdaa a été construit sur le terrain d'une ancienne colonie israélienne. En plus de la laiterie, il comprend un parc d'attractions, une pêcherie, un élevage de volailles et un jardin public. Le jardin public abrite des animaux sauvages, dont des singes, et un petit train pour les enfants traverse le parc. Le train passe désormais par les ruines de la laiterie. Depuis que ce complexe a été mis en place, il est devenu une attraction pour les habitants de Gaza, qui profitent de la possibilité de passer du temps au dehors, en dépit du siège israélien.

Rusaila Hammad est une enseignante d'une école voisine qui avait 120 de ses élèves dans les jardins d'Asdaa après l'attaque. « Nous avons appris plus tôt que l'installation d'Asdaa avait été ciblée. Mais l'administration de l'école a insisté pour que nous emmenions les enfants pour le voyage scolaire prévu », a expliqué Hammad.

Elle ajoute : « Où irions-nous ? A la mer ou aux frontières bouclées de Gaza ? Les Israéliens pensent qu'en ciblant des lieux tels que ceux-ci, ils font la bonne chose ? De telles actions ne feront qu'alimenter la haine, et ces enfants ont le droit de jouir de leur enfance normalement comme les enfants à travers le monde. »

Elle explique aussi que Asdaa est « l'un des rares endroits où nos enfants peuvent évacuer le stress qu'ils ont à endurer sous le blocus israélien et les attaques contre nous ».

Une des élèves d'Hammad, Marwa Zain âgée de 14 ans, a laissé s'exprimer sa colère. « Qu'est-ce qu'ils veulent que nous fassions ? Tous les endroits dans la bande de Gaza sont devenus vulnérables aux attaques israéliennes. Qu'est-ce que nous, les enfants, avons à faire avec une telle violence ? Que veulent-ils ? Nous sommes déterminés à continuer à venir ici. Nous avons peu de choix car Gaza est un endroit très petit et Israël nous assiège de toutes parts, y compris sur la côte. »

A un autre coin du jardin public de Asdaa, Fatma al-Hadidy pose une question semblable. « Si nous arrêtons de visiter un tel endroit par crainte des attaques israéliennes, où pouvons-nous aller ? C'est vraiment une honte pour eux de s'attaquer à un tel lieu ».

28 décembre

Rami Almeghari

* Rami Almeghari est journaliste et conférencier universitaire vivant dans la bande de Gaza.

Traduction : Naguib

The Electronic Intifada

<http://electronicintifada.net/v2/ar...>

2-3 Hamas: la destruction de l'hôtel Shepherd va dans le sens d'une judaïsation de Qods.

Le mouvement palestinien de la résistance islamique (Hamas) a déclaré lundi soir que la destruction de l'hôtel Sheperd dans la ville sainte de Qods s et la construction de colonies résidentielles sionistes à sa place ne sont ni

plus ni moins que des mesures sionistes de judaïsation de la ville sainte.

Dans son communiqué le Hamas rappelle que l'hôtel Shepherd, situé dans le quartier Cheik Jarrah, a valeur de symbole puisqu'il a appartenu à l'ex-grand mufti de Jérusalem, Amine Al Hussein.

Le grand mufti y a vécu pendant la révolte palestinienne de 1936 à 1939 contre les Britanniques et les sionistes. L'hôtel a été confisqué par les Britanniques après 1945, jusqu'à la fin de leur mandat en Palestine en 1948.

Le régime israélien, qui l'a saisi en 1967, a prétexté l'absence de propriétaire pour transférer le titre de propriété à une firme israélienne, qui l'a ensuite revendu au promoteur juif américain Irving Moskowitz, un milliardaire réputé pour le soutien qu'il offre aux projets de colonies juives par l'entremise de sa fondation.

"Nous condamnons la politique de judaïsation du régime sioniste dans cette partie de la vieille ville qui est sainte pour les trois religions monothéistes que sont l'islam, le christianisme et le judaïsme, mais aussi en tant qu'étape visant à anéantir l'identité historique d'un vieux quartier arabe de la ville" poursuit le communiqué du Hamas.

Le communiqué exhorte les Palestiniens à résister à ces politiques sionistes de construction d'un quartier de ce régime sioniste profondément raciste à l'intérieur et l'extérieur de la ville sainte de Qods occupée.

Le Hamas a également demandé à l'autorité palestinienne de mettre fin aux négociations inutiles avec les sionistes, de mettre un terme aux arrestations des forces de la résistance qui essaient de défendre la ville sainte de Qods et les droits bafoués de la nation palestinienne opprimée.

Le Hamas a également demandé aux pays arabes de mettre fin aux négociations avec le régime extrémiste de Benyamin Netanyahu qui ne constitue qu'un paravent aux projets de construction de nouvelles colonies illégales. par ailleurs, la démolition de l'hôtel a été critiquée par le principal négociateur palestinien, Saëb Erekat. « Ce qui se passe aujourd'hui s'inscrit dans le programme du régime israélien visant à hypothéquer toute solution sur Jérusalem », a-t-il fait valoir dimanche par voie de communiqué.

La démolition de l'ancien Shepherd's Hotel et le projet de construction d'une nouvelle colonie de peuplement à Jérusalem-Est à sa place violent le droit international.

Jérusalem-Est fait partie intégrante du Territoire palestinien occupé et que son annexion par le régime israélien est considérée comme illégale par la communauté internationale.

La 4ème Convention de Genève, qui est applicable dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé, interdit à la puissance occupante de détruire des biens - publics ou privés - du territoire occupé à moins que cela soit rendu absolument nécessaire par les opérations militaires et interdit à la puissance occupante de transférer une partie de sa population civile dans un territoire qu'elle occupe.

11/01/2011

<http://www2.irna.ir/fr/>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Hébron-AIKhalil : le quotidien infernal de l'occupation israélienne.

Hani Abu Haikal et sa famille vivent dans le secteur H2 d'Hébron AIKhalil, sous contrôle israélien.

Ils font partie des 30.000 Palestiniens originaires de cette partie de la vieille ville où 500 colons israéliens illégaux se sont installés.

La vie des Palestiniens à l'intérieur d'H2 est extrêmement difficile, faite de harcèlements quotidiens, de restrictions de circulation et de l'omniprésence de soldats et de policiers au service des colons alors que les attaques visent les Palestiniens. Hani et sa famille doivent vivre avec tous ces obstacles, en plus du fait que leur maison est située au cœur du quartier « Tel Rumeida », encerclée par les colons. Seules cinq familles palestiniennes demeurent à l'intérieur de la région, tandis que de nombreuses d'entre elles sont parties en raison du harcèlement auquel elles étaient confrontées.

La situation a empiré pendant la deuxième Intifada, en 2000, lorsqu'un couvre-feu a été imposé aux Palestiniens pendant trois ans. Les Palestiniens ne pouvaient ni travailler, ni aller à l'école, parmi tant d'autres activités essentielles pour survivre.

De nombreuses restrictions continuent d'être imposées aux familles vivant à l'intérieur de la colonie. Ils ne peuvent recevoir d'invités sans autorisation préalable des autorités israéliennes. Celle-ci inclut les membres des familles et les amis, et même les ambulances et les médecins. Les autorités israéliennes refusent environ 60% des demandes de visites, ce qui rend la vie de la famille de Hani très difficile, en particulier pour sa mère qui est âgée et très malade. Elle ne peut plus marcher et a besoin que les médecins viennent la voir à l'intérieur de la colonie.

La famille de Hani doit se plier à beaucoup d'autres restrictions. Les Palestiniens n'ont pas la permission de posséder une voiture, alors ils doivent marcher, et tout porter à pied jusqu'à leurs maisons. Les colons, eux, ont le droit d'avoir autant de voitures qu'ils veulent. Les Palestiniens à l'intérieur de la colonie vivent sous la loi martiale, tandis que les colons israéliens vivent sous la loi civile. Les Palestiniens sont constamment harcelés par les colons. Ces derniers ont tabassé le fils de Hani sans être inquiétés. Par le passé, lorsque Hani avait le droit de posséder une voiture, les colons ont incendié les six des véhicules qu'il a successivement achetés. Et ils ont endommagé et incendié sa terre à plusieurs reprises.

Récemment, les colons se sont emparés d'une maison palestinienne vide. Pourtant, son propriétaire a obtenu de la Cour suprême l'ordre d'évacuer les colons, que la police n'a jamais fait appliquer.

Le mercredi 5 janvier, le nouveau gouverneur d'Hébron AIKhalil, Kamil Hamid, a rendu visite à Hani, accompagné de médecins venus ausculter sa mère malade. Comme c'est le cas pour tous les gens qui viennent chez lui, il a dû demander une

permission spéciale aux autorités israéliennes pour autoriser la visite. Il a fallu deux semaines pour qu'il l'obtienne. On lui a aussi promis que l'armée protégerait le gouverneur des attaques des colons.

Les choses ont cependant mal tourné. Le gouverneur s'est retrouvé face à des attaques verbales et physiques des colons, sans aucune protection de l'armée ou de la police.

Baruch Marcel, fondateur du parti d'extrême-droite Front National Juif, qui vit dans la colonie Tel Rumeida, a réuni et conduit tous les colons. L'armée et la police israéliennes sont restées inertes pendant les attaques et Hani et son garde du corps ont dû se précipiter pour protéger le gouverneur. Une fois à l'intérieur de la maison, le gouverneur, les médecins et Hani ont été encerclés pendant trois heures par une foule de colons.

Les soldats ont essayé de faire sortir le gouverneur par l'arrière de la maison, mais il a refusé, disant, "Je suis le gouverneur, je ne suis pas un voleur. Je suis venu avec une autorisation spéciale, sous protection israélienne, et je suis censé partir comme je suis venu."

Pour Hani, cet incident est révélateur des problèmes auxquels sont confrontés les Palestiniens dans le secteur H2 d'Hébron AlKhalil.

"Je ne suis pas fâché de ce qui est arrivé au gouverneur parce qu'il a vu ce que nous vivons," a-t-il dit. Ce fut l'occasion pour que le gouverneur se rende compte du traitement que les Palestiniens reçoivent des autorités israéliennes. Même avec toute la préparation qui a entouré la visite du gouverneur chez Hani, il n'a pas obtenu la protection promise.

C'est une nouvelle preuve de la façon raciste dont sont traités les Palestiniens, même s'ils sont de hauts responsables gouvernementaux.

Selon Hani, les soldats, les colons et les membres de la police travaillent de concert pour le maintien de l'occupation.

S'adressant à tous ceux qui croient que les soldats israéliens et la police veillent pour que tous jouissent des mêmes droits et accordent leur protection à tous sans distinction, il leur dit qu'ils sont induits en erreur.

"Tous ceux qui vivent ici comme moi savent que les soldats, la police et les colons sont une seule équipe et travaillent ensemble. Les colons nous attaquent, les soldats les protègent et la police nous arrête », explique-t-il.

Et de conclure : " leur objectif est de mettre à exécution et en vigueur le projet israélien de transfert de la population palestinienne hors des secteurs qu'Israël veut contrôler, en rendant la vie des Palestiniens insupportable de sorte qu'ils n'aient plus d'autre choix que de partir ».

13/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=170001&language=fr>

3-2 Richard Falk : La violence d'Israël contre les manifestants du mur de la honte : du TERRORISME D'ETAT.

Toutes ces dernières années, les manifestations contre la construction israélienne du mur de séparation qui s'étend dans toute la Cisjordanie ont été un des points chauds de la Palestine Occupée. Un des endroits où ces manifestations ont été particulièrement intenses a été le village de Bil'in près de la ville de Ramallah et c'est là que la propension israélienne à user de moyens meurtriers pour disperser des manifestations non violentes a soulevé de graves questions tant sur le plan moral que légal. L'inquiétude augmente quand on se rappelle qu'il y a déjà longtemps, en 2004, la Cour Internationale de Justice (la plus haute instance judiciaire de l'ONU) a déclaré avec une rare unanimité quasi totale que la construction du mur en territoire occupé palestinien était illégale et est arrivé à la conclusion qu'Israël devait démolir le mur et indemniser les Palestiniens pour le tort qui leur avait été fait. Israël n'a pas obéi à cette injonction et le mur est toujours en place et sa construction continue là où il n'est pas tout à fait terminé.

C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender la mort choquante de Jawaher Abu Rahma le premier jour de la Nouvelle Année 2011 qui a été causée par l'inhalation de gaz lacrymogènes alors même qu'elle ne faisait pas partie de la manifestation de Bil'in. Des témoins confirment qu'elle se tenait sur une hauteur et regardait avec intérêt la manifestation en dessous d'elle.

C'était une manifestation particulièrement importante de fin d'année et 350 militants israéliens et internationaux y participaient. Il n'y avait aucune raison d'employer des méthodes aussi violentes pour disperser une manifestation contre un aspect de l'occupation qui a été décrété illégal par un organisme international qui fait autorité. En fait, le frère de Mme Rahman avait été tué quelques mois plus tôt par une bombe de gaz lacrymogène lancée violemment à bout portant. Et on a recensé beaucoup d'autres personnes dont les blessures ont été causées par les mêmes méthodes extrêmes que les Israéliens utilisent pour contrôler les foules. Des militants internationaux ont aussi été blessés et détenus de manière brutale dans le passé y compris le Prix Nobel de la Paix Mairead Maguire. Toutes ensembles ces morts illustrent l'habitude inacceptable des Israéliens d'utiliser une force disproportionnée contre les Palestiniens qui vivent sous occupation. Dès le lendemain une jeune Palestinien désarmé Ahmed Maslamany, qui se rendait tranquillement à son travail a été tué par balle à un checkpoint de Cisjordanie parce qu'il n'avait pas obéi à un ordre donné en Hébreu, une langue qu'il ne comprenait pas. Quand cette violence létale est dirigée contre des civils désarmés qui cherchent à recouvrer leurs droits fondamentaux de propriété sur leurs terres, de libre déplacement et d'autodétermination, cela fait dramatiquement comprendre à quel point Israël est devenu un état voyou et à quel point la campagne croissante de délégitimation d'Israël dont BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) est le fer de lance, est nécessaire et juste. Les souffrances endurées par les civils palestiniens innocents à chaque acte de violence excessive et criminelle d'Israël sont aussi une forme de martyr au service de la lutte non violente pour leurs droits que les Palestiniens mènent à l'intérieur de la Palestine et sur les champs de bataille symboliques de l'opinion publique mondiale avec un succès croissant.

Israël sait très bien contrôler des foules agitées en utilisant un minimum de violence. Il a montré à maintes reprises une grande retenue dans son contrôle des colons, en admettant qu'il les contrôle, lors de diverses manifestations qui posent une bien

plus grande menace à la paix sociale que ne le font les manifestations contre le mur. Il est impossible de séparer la force disproportionnée utilisée par Israël contre les Palestiniens sur le terrain de l'usage tous azimut de la force contre les civils palestiniens dans la politique générale d'occupation d'Israël, comme on peut le constater avec le cruel blocus punitif qui est imposé au peuple de Gaza depuis trois ans et par la manière criminelle dont ont été menées pendant trois semaines les attaques sur la population sans défenses de Gaza il y a tout juste deux ans. N'est-il pas temps que la communauté internationale intervienne pour protéger la population palestinienne qui est depuis trop longtemps à la merci de la violence israélienne ? Derrière la doctrine stratégique de l'usage disproportionné de la force se cachent mal des idées racistes : la vie des Israéliens a beaucoup plus de valeur que la vie des Palestiniens et les Palestiniens comme tous les Arabes ne comprennent que le langage de la force (c'est une idée génocidaire qui a eu beaucoup de succès lorsqu'elle fut lancée il y a des années dans un livre fameux publié en 1973 : *The arab mind* (la mentalité arabe) de Raphael Patai. Ça fait aussi partie de l'approche de l'occupation comme punition collective spécialement en ce qui concerne Gaza et les câbles de Wikileaks confirment ce qu'on a longtemps soupçonné : " Le projet de maintenir l'économie de Gaza au bord de la banqueroute sans toutefois la détruire complètement fait partie intégrante du blocus total de Gaza comme l'ont confirmé des officiels israéliens à [des responsables économiques de l'Ambassade étasunienne] à plusieurs reprises." (câble publié le 5.1.2011, Norwegian Daily). Le premier ministre de l'époque, Ehud Olmert, a dit à propos du blocus dans son discours de janvier 2008 : "Nous ne réduirons pas les rations de nourriture pour les enfants, ni les médicaments pour ceux qui en ont besoin ni le fuel pour sauver des vies. Mais il n'y a aucune raison d'exiger que nous permettions aux habitants de Gaza de vivre normalement pendant que des bombes et de roquettes tombent dans leurs rues et leurs cours (des Israéliens du sud).

C'est un aveu sans détour du leader politique d'Israël de l'époque qu'il s'agit bien de punition collective d'une population civile en violation de l'interdiction inconditionnelle de l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève. L'évidence de ce crime devrait déclencher les mécanismes internationaux visant à forcer les leaders israéliens à rendre des comptes comme tout les individus convaincus de crimes contre l'humanité. Cet aveu confirme aussi que le blocus est seulement punitif et qu'il n'est pas une réponse à la violence à la frontière qui incidemment a toujours détruit beaucoup plus de vies et de biens palestiniens qu'israéliens. De plus les leaders du Hamas depuis leur élection n'ont pas cessé de tenter d'établir un cessez le feu le long de la frontière, qui a été signé grâce à l'aide de l'Égypte et qui a réduit les pertes à quasiment zéro lorsqu'il a été mis en place au milieu de 2008. Le cessez le feu a pris fin le 5 novembre 2008 suite à une provocation d'Israël pour installer le décor de l'attaque massive sur Gaza qui a débuté le 27 décembre 2008 et qui a duré trois semaines.

Le caractère criminel des stratégies employées dans cette guerre, si on peut appeler ainsi une agression aussi unilatérale, a été abondamment prouvé par le Rapport Goldstone, par une mission nommée par la Ligue arabe et dirigée par John Dugard qui a fait des recherches très approfondies, et par des rapports détaillés publiés par Amnesty Internationale et Human Right Watch. Il n'y a aucune raison logique de douter un seul instant de la véracité des allégations que des crimes ont été commis pendant ces trois semaines d'attaques incessantes contre la population et les infrastructures de Gaza y compris des bâtiments et des écoles de l'ONU.

Le rapport Goldstone a noté à juste titre que l'impression d'ensemble laissée par l'attaque était qu'elle était la continuation de la Doctrine Dahiya attribuée à un général israélien pendant la guerre du Liban en 2006 et selon laquelle la destruction israélienne aérienne d'un quartier du sud de Beyrouth était une réponse délibérément disproportionnée, aux dépens de la société civile sous le prétexte qu'il s'agissait d'un territoire tenu par les combattants du Hezbollah, en réponse à un incident à la frontière qui avait causé la mort de dix soldats israéliens dans un affrontement avec les combattants du Hezbollah. Le Rapport Goldstone de 2009 cite Gadi Eisenkot, le commandant en chef de l'armée israélienne du nord, disant : "Ce qui est arrivé dans le quartier Dahiya de Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages à partir desquels on tirera sur Israël. Nous ferons un usage disproportionné de la force pour l'endommager et le détruire le plus possible. [...] Ce n'est pas une recommandation. C'est un plan. Et il a été approuvé." En effet, l'infrastructure civile d'adversaires comme le Hamas ou le Hezbollah sont considérés comme des cibles militaires autorisées ce qui n'est pas seulement une violation flagrante des règles de la guerre et de la moralité universelle, mais l'aveu d'un parti pris de violence qui mérite le nom de **TERRORISME D'ETAT**.

A ce stade l'oppression de l'occupation israélienne qui dure depuis plus de 43 ans, se maintient grâce à de multiples violations quotidiennes des lois humanitaires internationales. Par essence, dans son projet, dans sa structure et dans ses pratiques, l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem Est et de la bande de Gaza doit être considérée comme du **TERRORISME D'ETAT** et condamnée comme tel.

Richard Falk

pour consulter l'original : <http://richardfalk.wordpress.com/ca...>

Traduction : D. Muselet

URL de cet article 12470

<http://www.legrandsoir.info/La-violence-d-Israel-contre-les-manifestants-du-mur-de-separation-du-TERRORISME-D-ETAT.html>

3-3 Alain Gresh : La prochaine guerre.

1er mars 1973. Le président américain Richard Nixon reçoit à Washington la première ministre israélienne Golda Meir. Il l'informe que le président égyptien Anouar Al-Sadate est prêt à négocier un traité global. Tout en prétendant que son pays veut la paix, Meir répond qu'elle préfère un accord intérimaire, qu'il ne faut pas se fier aux manœuvres du Caire, qui veut d'abord un retrait israélien sur les lignes du 4 juin 1967, ensuite un retour au plan de partage voté par les Nations unies en novembre 1947, et une solution du problème palestinien dont il faudra discuter avec Yasser Arafat et « *les terroristes* ».

Rapportant cette conversation, à partir des documents divulgués par WikiLeaks, le journaliste israélien Aluf Benn (« [Netanyahu is telling Obama what Golda told Nixon](#) », *Haaretz*, 15 décembre 2010) dresse un parallèle entre la situation à l'époque où le refus israélien allait déboucher sur la guerre d'octobre 1973 et le franchissement du canal de Suez par les troupes égyptiennes, et les réponses dilatoires apportées par M. Benjamin Nétanyahou au président Barack Obama. Il rappelle que le premier ministre actuel, rentré précipitamment de Boston pour monter au front en octobre 1973, devrait « *raffaîchir sa mémoire en écoutant les enregistrements des conversations entre Meir et Nixon et se demander ce qu'il peut faire pour ne pas répéter les mêmes erreurs et pousser son pays aveuglément vers un seconde désastre de Yom Kippour* », une guerre qui devait coûter 2 600 soldats à l'armée israélienne.

Le refus de Tel-Aviv d'accepter la proposition du président Barack Obama de geler pour trois mois la colonisation en Cisjordanie (et non à Jérusalem-Est) en échange de promesses sans précédent, que le commentateur Thomas Friedman (« [Reality Check](#) », *New York Times*, 11 décembre 2010), peu suspect de sympathies pour les Arabes, compare à une tentative de corruption pure et simple, a confirmé non seulement l'incapacité du président Obama à exercer une pression sérieuse sur Israël, mais le rejet par M. Nétanyahou du moindre compromis. Bien sûr, comme ses prédécesseurs, il prétend vouloir la paix, mais c'est la paix humiliante imposée par les vainqueurs, une paix fondée sur la négation des droits élémentaires des Palestiniens.

Lors des négociations secrètes avec les Palestiniens durant l'année qui vient de s'écouler, M. Nétanyahou a répété que tout accord nécessitait l'acceptation par les Palestiniens du « concept de sécurité » israélien, ce qui signifiait, entre autres, l'acquiescement à la présence de troupes israéliennes sur le Jourdain et le long du « mur de l'apartheid » (du côté palestinien bien sûr), et la poursuite de l'occupation d'une partie non négligeable de la Cisjordanie (Dan Efron, « [16 hours in September](#) », *Newsweek*, 11 décembre 2010). Il n'a fixé aucun terme à cette présence israélienne, sans doute censée durer jusqu'à ce que les Palestiniens deviennent « civilisés »...

Ce blocage sur le front palestinien pousse l'armée israélienne à échafauder les plans de ses nouvelles guerres, fondées sur ce « concept de sécurité » qui veut que tous ceux qui refusent la domination de Tel-Aviv sur la région soient des « terroristes » qu'il faut éliminer. Aucun autre pays, pas même les Etats-Unis, n'ont une conception de la sécurité aussi extensive, une conception qui fait d'Israël un fauteur de guerres permanentes. Sur qui va fondre l'armée israélienne, contre qui portera-t-elle ses prochains coups ?

Sur Gaza ? Il y a deux ans, les blindés et l'aviation israélienne réduisaient en cendres des centaines de bâtiments et tuaient des centaines de civils, commettant ce que le rapport Goldstone qualifie de « crimes de guerres » et sans doute de « crimes contre l'humanité ». Pourtant, le Hamas est toujours solidement installé au pouvoir. Combien de temps Tel-Aviv peut-il se résigner à cette situation ?

Sur le Liban ? En juillet-août 2006, l'armée israélienne échouait dans ses tentatives de réduire le Hezbollah, mais réussissait à détruire le pays, au mépris du droit international ; trois ans et demi plus tard, l'organisation est plus puissante que jamais et l'état-major n'écarte pas une opération majeure qui risquerait de conduire à l'occupation d'une partie du Liban (lire Anshel Pfeffer, « [Is the IDF prepping for a third war with Lebanon](#) », *Haaretz*, 19 décembre 2010).

Sur l'Iran ? Au risque de provoquer un conflit majeur qui s'étendrait de l'Irak au Liban, de la Palestine à l'Afghanistan ? Personne ne peut le dire, mais, au Proche-Orient, l'absence de paix débouche forcément sur la guerre... Contrairement à 1973, c'est Israël qui prendra l'initiative directe du conflit, sauf qu'il se heurtera non seulement à des ennemis bien plus efficaces, mais, comme le signale le militant de la paix israélien Uri Avnery (« [Ship of fools 2](#) », Gush Shalom, 18 décembre 2010), à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale, hostilité dont a témoigné la reconnaissance de l'Etat de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ou la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana, etc.) – tout sauf des extrémistes – appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique. L'organisation Human Rights Watch a publié le 19 décembre un rapport (« [Israel/West Bank : Separate and Unequal](#) ») qui souligne que les Palestiniens sont victimes de discriminations systématiques et appelle le gouvernement des Etats-Unis à réduire de plus de 1 milliard de dollars son aide annuelle à Israël (soit l'équivalent des investissements israéliens en faveur des colonies).

En conclusion, Avnery note que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide. « *En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard.* » [Share](#)

Alain Gresh

Mercredi 22 décembre 2010

Source : Les blogs du Diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

3-4 René Naba : Requiem pour l'ingérence humanitaire médiatique.

Trois semaines après son débarquement du Quai d'Orsay, Bernard Kouchner est plongé dans la pénombre, une situation qu'il n'a jamais connue en soixante dix ans d'existence, dans un silence réparateur, qu'il espère salvateur. Retour sur ce parcours, au départ prometteur d'une entrée triomphale au Panthéon de l'Histoire, mais dont les errances et les déviances, vouent, désormais, le fondateur de « l'Observateur des Religions » au ministère des Affaires étrangères, à la damnation des feux éternels, sinon de l'enfer, à tout le moins du purgatoire. Jouant de malchance, l'éviction de Bernard Kouchner s'est accompagnée de révélations de la presse française sur la mise au point d'un système de piratage de données internes au pôle audiovisuel extérieur français visant à espionner les dirigeants du groupe pour le compte de son épouse, Christine Ockrent, une dérive

qui, si elle était confirmée, retentirait comme le signe du naufrage moral de l'ancien couple tendance de la vie politique française.

Ce papier est couplé avec un précédent papier intitulé : Christine Ockrent, le passe droit permanent

La plus belle prise de gauche de Nicolas Sarkozy s'est révélée être un « trophy boy », un trophée, certes, un trophée de luxe même, en son trône du Quai d'Orsay, mais à usage exclusivement décoratif, une potiche dans la pleine acception du terme, reliquat d'un parcours chaotique qui le verra personifier à lui seul, au fil de sa carrière, toutes les déclinaisons de l'humanitaire (1), l'humanitaire authentique au Biafra (1960), l'humanitaire médiatique en Somalie (1990), l'humanitaire affairiste au Gabon, en 2010.

Un parcours qui l'aura porté à l'un de postes les plus prestigieux de la République, le Quai d'Orsay, le ministère des Affaires étrangères, celui de Vergennes et d'Aristide Briand, des gaullistes Maurice Couve de Murville et Michel Jobert, des socialistes Claude Cheysson et Hubert Védrine. Au prix de graves reniements qui feront que sa désertion sera accueillie avec une satisfaction non dissimulée par ses anciens camarades du parti socialiste trop heureux de se débarrasser d'un transfuge en puissance, tant était pathétique son empressement, tant était pitoyable sa précipitation.

Au point que son débarquement ministériel, le 15 novembre 2010, sera accueilli avec un enthousiasme non moins dissimulé : « Bernard Kouchner n'est pas encore une cause humanitaire », pour s'en préoccuper, lâchera, lapidaire, François Hollande, l'ancien patron des socialistes, résumant le sentiment général de ses anciens compagnons et tout le mépris que l'opportunisme que l'humanitaire mondaine aura suscité.

En trois ans de mandature, ce symptôme baroque de la vraie rupture sarkozienne aura fait du Quai d'Orsay « un ministère sinistré », plongeant les diplomates « dans le désarroi le plus total », jugera, sans indulgence, l'écrivain Jean Christophe Rufin, ancien ambassadeur de France à Dakar (Sénégal), évincé de son poste à la demande du président Abdoulaye Wade. Propulsant les « néo conservateurs français » aux postes de commande du Quai d'Orsay, sans toutefois s'imposer dans le domaine de la politique étrangère, « le Quai d'Orsay, sous Kouchner, a servi de vitrine à la fois « people » et morale, masquant une realpolitik » faite dans les coulisses par des réseaux parallèles affairistes de l'Elysée, ajoutera le diplomate nullement suspecté d'anti sarkozisme primaire, dans une interview au Monde en date du 7 juillet 2010. Enfonçant le clou, deux ténors de la diplomatie française, le gaulliste Alain Juppé et le socialiste Hubert Védrine, dans une démarche bi partisane, déploreront la déliquescence de l'outil diplomatique français, sous Kouchner, dans une tribune conjointe parue, le même jour, dans le même journal.

En trois ans de mandature, cet ancien médecin à vocation humaniste a dû renoncer à l'humanitaire, sous l'effet de ses dérives médiatiques, telle l'affaire de l'Arche de Zoé, à l'humanitarisme spectacle, à la manière de Rama Yade, sa sous ministre aux indignations sélectives, sous les contraintes de la realpolitik, à l'affairisme indécent, enfin, sous l'effet des révélations corrosives sur ses connections avec les dictatures africaines, passant sans coup férir des boat people aux pages people des magazine, en tandem avec sa compagne Christine Ockrent, illustration pathologie de l'endogamie de la classe politico médiatique et du discrédit consécutif de la presse en France.

L'homme qui menaçait de ses foudres le général Omar Al Bachir du Soudan, en mars 2007, promettant la victoire aux Darfouris, aura été mutique à un moment charnière de l'ingérence humanitaire, l'assaut naval israélien contre une flottille de pacifistes européens, en pleine zone maritime internationale, le 31 mai 2010, illustration symptomatique de ses dérives et de sa démagogie.

En un mot de sa mystification.

Que n'a-t-il exigé, en moment-là, la levée du Blocus de Gaza comme celui du Darfour ? Exigé le percement d'un corridor reliant l'enclave soudanaise à l'enclave palestinienne ? Réclamé la comparution en justice des criminels israéliens avec la même vigueur qu'il réclamait celle des criminels soudanais ? Sceller, en somme, dans l'ordre symbolique, et la communauté de destin des suppliciés de l'humanité, et la cohérence de son combat. Imprecator tout au long de sa carrière, l'homme s'est dévoilé Matamore en fin de carrière. Mutique en Palestine comme auparavant à propos du Tibet pour cause de gros contrats avec le géant chinois.

Au final, son ingérence humanitaire aura eu pour zone d'intervention privilégiée, les zones pétrolifères, (Biafra, Kurdistan, Darfour, Birmanie) sans qu'il ait été possible de déterminer si cette concordance relevait de la coïncidence fortuite ou de la préméditation. L'homme focalise il est vrai la suspicion avec son rapport de complaisance pour la firme pétrolière Total en Birmanie, qu'il exonérera de l'accusation du travail forcé des mineurs.

« Que Kouchner se soit fait marginaliser par l'Elysée, y compris sur la Géorgie, l'Algérie, la Côte-d'Ivoire, et encore, dernièrement, sur la diplomatie culturelle de la France et l'idée d'un Etat palestinien unilatéral, telle est la loi de la République sarkozyste et son univers impitoyable. Que nos ambassadeurs envoient aujourd'hui leurs dépêches en toute priorité à la cellule diplomatique de l'Elysée, telle est la réalité des choses. Que Kouchner ait joué les « idiots inutiles » et qu'il ait, dupe d'abord de lui-même, perdu tout prix et toute latitude à la minute même où il se ralliait, tant pis pour lui. Que dans sa chute et sa descente muette aux enfers dorés du Quai d'Orsay, il ait, nolens volens, relégué aux oubliettes et, de ce fait, dégradé l'idée même du devoir d'ingérence, voilà qui restera porté à son débit, politiquement, intellectuellement et moralement », estimera l'éditeur Gilles Hertzog. Dans une tribune au titre ravageur « De l'inutilité du soldat Kouchner » paru dans Libération le 23 Mars 2010, l'éditeur invite Bernard Kouchner à un sursaut de dignité « fidèle à ce qu'il fut hier avant d'être ministre... et avec le panache qu'on lui connut jadis, de partir sur une première et dernière ingérence dont il se ferait enfin devoir vis-à-vis de lui-même ». Jamais oraison funèbre ne parut aussi lugubre, et, venant de la part d'un ami, aussi sépulcral.

Sa hantise demeure toutefois son émulation avec son faux alter ego Rony Brauman, dont il vit la comparaison comme un supplice intolérable. Un homme qui se distingue de la cohorte des idéalistes, des opportunistes ou des affairistes gravitant dans l'orbite de l'action humanitaire internationale, un homme que beaucoup voient en parfait représentant du médecin urgentiste de l'intervention humanitaire auprès des peuples en désespérance. Un curseur dans le domaine humanitaire, tant pour son humanisme que pour son humanité que pour son urbanité. Sa profession, la médecine, est une vocation qu'il vit

comme une mission, et, sa judaïté, il l'assume, naturellement, comme une donnée de la naissance dont il n'éprouve aucun besoin de justification, de compensation ou de surcompensation. Une éthique de vie qui l'oblige et non un argument de vente qu'il instrumentalise pour sa promotion médiatique.

Beaucoup voient en lui une antithèse du grand gourou de l'humanitarisme médiatique, Bernard Kouchner, que ses anciens compagnons de route socialistes qualifient charitablement d'« un tiers mondiste, deux tiers mondain », pour sa flamboyance et ses extravagances, grand bourgeois parisien qui se vit comme « doublement juif parce qu'à moitié juif », comme si l'identité était quantifiable, l'engagement humanitaire conditionné par sa rentabilité politique et la solidarité humaine prédéterminée par la discrimination des critères religieux ou sociaux.

De quelle vérité puise-t-il son crédit ce discours sur le mythe des origines d'un homme qui n'aurait jamais dû ignorer la signification étymologique de son patrimoine familial –Koch noir en Hébreu et Kousner par extension un éthiopien- ces fameux Falashas, considérés comme une couche sociale inférieure de juifs car de souche arabo africaine, méprisés de ce fait par les Israéliens, descendant de la dynastie Himyarite, originaire des Arabes du sud du Yémen, à l'effet d'inciter ce « sang mêlé » à prêcher la concorde et non la discorde, le consensus et non le dissensus, de par sa qualité de premier ministre des Affaires étrangères judéo arabe d'un pays, la France, qui abrite la plus forte communauté musulmane et la plus forte communauté juive d'Europe occidentale.

Pourquoi alors un tel ratage, à saut de puce d'une entrée triomphale au Panthéon de l'Histoire ? L'explication, éloquente, provient d'un télégramme de l'ambassade américaine à Paris, révélé par le site en ligne WikiLeaks : « L'humanitaire de renommée mondiale », est « l'un des rares politiques (de gauche ou de droite) à avoir soutenu ouvertement l'invasion américaine de l'Irak », sa nomination pour diriger le Quai d'Orsay, qui représente « l'accomplissement du rêve d'une vie », résulte de « l'héritage juif de Sarkozy et son affinité pour Israël », qui feront que Bernard Kouchner sera « le premier ministre des affaires étrangères juif de la Ve République », ajoute le message publié dans le journal Le Monde en date du 2 décembre 2010. L'analyse américaine a souffert d'eurocentrisme. Une bonne maîtrise de l'anthropologie sémantique des « peuples primitifs » aurait permis à la diplomatie américaine de mieux cerner le personnage.

Que n'a-t-il prêté l'oreille à son émule, prix Nobel de la paix ? « Il y a un processus, mais il n'est pas de paix. Il est de conquête. Il est effectivement en marche et n'a jamais cessé de l'être depuis 1948. N'importe quelle personne de bonne foi, indépendamment de tout jugement moral ou politique, ne peut que constater cette dynamique d'expansion continue. A Moyen terme, je pense qu'Israël est condamné en raison de sa méprise, de ses choix impériaux qui l'ont conduit à s'adosser à l'Empire plutôt que de chercher l'entente avec ses voisins. Le bi nationalisme, pourtant l'ennemi juré du sionisme, l'a de fait emporté dans sa pire version, la sud africaine de l'Apartheid. Or l'Apartheid, cela ne peut pas durer. C'est pourquoi je pense que ce projet sioniste est condamné. Je suis particulièrement inquiet pour l'avenir de la minorité juive du Moyen orient dans les vingt prochaines années, vu la haine qu'elle a semée autour d'elle », prophétisait Rony Brauman à l'heure de l'assaut naval israélien contre la flottille de pacifistes européens contre le blocus de Gaza (2).

Natif de Jérusalem, Rony Brauman n'en tire aucun argument de pouvoir, mais une exigence de fidélité aux valeurs de l'universalisme, du socialisme et de la solidarité avec les opprimés dont se réclame précisément l'humanisme. Rigoureux, cohérent, exigeant, dans un pays tétanisé par les remugles de la collaboration vichyste de la France et l'accusation inhérente d'antisémitisme qui pend inévitablement sur quiconque s'écarte de la doxa officielle, il signera, en Août 2006, un appel contre les frappes israéliennes au Liban, à l'appel de l'Union Juive Française Pour la Paix (UJFP).

Son combat pour un état palestinien constitue pour lui une évidence et non un handicap politique, élément d'un combat plus général en vue de l'instauration de la justice au Moyen orient. Briseur de tabous, non sans risque, il signera la postface de l'ouvrage non conformiste du politologue américain, Norman G. Finkelstein, fils de déportés, portant sur un sujet tabou s'il en est, « L'Industrie de l'Holocauste : réflexions sur la souffrance des Juifs ». Il s'insurgera contre « l'humanitaire spectacle » à propos de l'affaire de l'arche de Zoé, l'exfiltration clandestine d'enfants tchadiens sous couvert du conflit du Darfour, le point de déploiement médiatique de Bernard Kouchner dont le ministre atlantiste des affaires étrangères en a abusivement fait usage comme contre feu médiatique aux guerres israéliennes de destruction du Liban (2006) et de Gaza (2008).

Sa vision de l'humain est simple non simpliste, dépouillée des présupposés idéologiques : L'urgence humanitaire s'applique à tous sans discrimination et s'impose à tous sans hésitation, comme un devoir à l'égard de toute souffrance quelle que soit la religion, l'ethnie ou le degré de richesse de la zone d'intervention, se plaçant, là aussi, à contre courant de son faux frère particulièrement motivé, mais non exclusivement, pour les minorités ethniques des zones pétrolifères, allant jusqu'à blanchir, contre toute évidence, la junte birmane de l'accusation d'esclavage des jeunes travailleurs dans un rapport commandité par la firme pétrolière française « Total ».

La souffrance représente pour lui réalité humaine concrète et ne relève d'aucune construction intellectuelle, encore moins d'un tropisme occidental à l'égard de l'Islam, contrairement à la tendance dominante de l'intelligentsia parisienne qui conduira en France chaque notabilité intellectuelle à disposer de sa minorité protégée, comme la marque de la bonne conscience chronique de la mauvaise conscience, comme une sorte de compensation à son trop grand désintérêt pour les Palestiniens, compensant son hostilité aux revendications du noyau central de l'Islam, la Palestine et le Monde arabe, par un soutien à l'Islam périphérique : Il en est ainsi du philosophe André Glucksmann pour les Tchétchènes, quand bien même son nouvel ami le président Nicolas Sarkozy, est devenu le meilleur ami occidental du président russe Vladimir Poutine ; il en est de même de Bernard Henry Lévy, pour le Darfour, quand bien même son entreprise familiale est mentionnée dans la déforestation de la forêt africaine. Il en est aussi et surtout de Bernard Kouchner, pour les Kurdes, ces supplétifs des américains dans l'invasion américaine d'Irak, pour le Darfour, le Biafra et la Birmanie. Au point qu'un journaliste anglais Christopher Caldwell (3) en déduira dans la prestigieuse revue London Review of Books que cette prédilection pour les zones pétrolifères stratégiques de « l'humanitarisme transfrontière de Bernard Kouchner asservit les intérêts de la politique étrangère française à ceux des Etats-Unis et que l'humanitarisme militarisé du transfuge néo sarkozyste n'est qu'une forme de néo conservatisme larvé ».

« Humanitaire, diplomatie et droits de l'homme » (4), le dernier ouvrage de Rony Brauman (Editions du Cygne) met en rapport les termes du débat contradictoire qui anime depuis près d'un demi siècle l'action humanitaire internationale, dont les deux anciens présidents de « Médecins Sans frontières », Rony Brauman et Bernard Kouchner, en ont alimenté la controverse à fronts renversés. Mais, paradoxalement, celui qui devrait personifier le mieux cette dualité, théoriquement complémentaire, celui qui devait par principe privilégier la diplomatie à double titre, au titre de médecin et au titre de chef de la diplomatie française, paraîtra constamment fasciner par les avantages d'un bellicisme purificateur, suscitant l'émotion de la communauté diplomatique internationale par des propos alarmistes sur l'Iran le 15 septembre 2007.

De retour d'une visite en Israël, et relayant sans doute les préoccupations de ses interlocuteurs, Bernard Kouchner, ce récidiviste en la matière, partisan auparavant d'une intervention musclée en Irak pour évincer Saddam Hussein, n'a pas écarté l'hypothèse d'une guerre contre l'Iran rejoignant en cela les thèses atlantistes de son nouveau mentor Nicolas Sarkozy, auteur d'une équation aussi sommaire que rudimentaire « la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran », seul dirigeant au Monde d'ailleurs à adopter ouvertement sur ce thème un lexique identique aux Israéliens, désignant Gaza de « Hamastan » et le Hezbollah libanais de « terroriste ». Toute honte bue, Kouchner n'hésitera pas, non plus, à revendiquer le bénéfice de la politique menée par son prédécesseur Dominique de Villepin, qu'il couvrirait pourtant de sarcasme, pour son hostilité à l'invasion américaine de l'Irak.

Pis, à l'apogée de sa gloire ministérielle, au poste prestigieux de ministre des affaires étrangères de la France, Bernard Kouchner reniera ses idéaux de jeunesse et le combat de sa vie : « J'ai eu tort de demander ce secrétariat. Il y a contradiction permanente entre les droits de l'homme et la politique étrangère d'un Etat, même en France », dit-il dans le journal « Le Parisien » à propos de la création d'un poste de secrétariat aux droits de l'homme dans le premier gouvernement de la présidence Sarkozy et son attribution à Rama Yade. « Cette contradiction peut être féconde, mais fallait-il lui donner un caractère gouvernemental en créant ce secrétariat d'Etat tant il est vrai et qu'on ne peut pas diriger la politique extérieure d'un pays uniquement en fonction des droits de l'homme ».

Ah la belle découverte tardive, ce constat, pour un homme qui a fondé sa carrière sur la transgression, sa popularité médiatique sur la subversion de la diplomatie traditionnelle. Un constat qui a retenti comme un reniement, et par contrecoup, comme un désaveu de celui qui passe pour s'être servi du combat pour la défense des Droits de l'homme comme un tremplin vers le pouvoir politique, et au delà vers le maroquin ministériel.

Un moment, un seul, Bernard Kouchner a songé à démissionner vers la fin de son mandat, quand tous les oracles prédisaient son débarquement du gouvernement. C'était le 30 août 2010, au terme d'un été extraordinairement actif dans les refoulements d'étrangers, extraordinairement musclé à l'égard des Roms, relevant pourtant de la « Maison commune de l'Europe », puis, se ravisant, il considérera ce geste de courage moral comme une « désertion » : « Aussi réaliste que l'on soit, peut-on, quand on a fondé Médecins sans frontières par exemple, admettre la mise à l'index de catégories entières, ou encore l'identification sommaire de l'étranger au délinquant ? Il y faut une dose dangereuse de reniement. C'est ce qui arrive aux ministres d'ouverture. Ils auraient pu se démarquer, quitte à mettre en jeu leur démission. Mais pour cela, il aurait fallu se redresser. Manifestement, ceux-là se sont déjà trop courbés pour pouvoir l'envisager », lui concédera charitablement Laurent Joffrin, directeur du Journal Libération, un quotidien qui s'est longtemps pâmé d'admiration devant le « French Doctor » dans son éditorial en date du 31 août 2010.

Dans le cas de Rony Brauman, ce risque là est inexistant. Partisan de l'ingérence sous sa forme pacifique à l'époque de la guerre froide, Rony Brauman en devient un critique constant lorsque celle-ci se transforme en justification d'invasions armées. Considérant que les mésaventures de l'Arche de Zoé sont plus un symptôme qu'une dérive, il soutient que toute forme de secours ou de solidarité ne relève pas nécessairement de l'humanitaire et toute action humanitaire n'est pas nécessairement bonne. Et Plutôt que d'asséner des principes ou réitérer des idéaux, Rony Brauman fait le choix de s'interroger sur les limites d'une forme d'action dans laquelle il reste engagé.

Avant d'être ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner avait promu trois idées fortes : les droits de l'homme, l'action humanitaire et le devoir d'ingérence. Devenu ministre de Nicolas Sarkozy, il n'a quasiment rien avancé dans ces trois domaines, ni guère davantage ailleurs, mais il n'était pas attendu qu'il se distingue sur la diplomatie « diplomatique », apanage présidentiel s'il en est. Une des rares personnalités à parler vrai en connaissance de cause, Rony Brauman n'a jamais brigué d'autres responsabilités qui ne relèvent de la médecine ou de l'humanitarisme, sans le moindre débordement sur le plan politique, sans la moindre tentation carriériste, sans le moindre soupçon d'affairisme, contrairement au « cosmopolite » Bernard Kouchner et ses contrats gabonais qui permirent au ministre français des affaires étrangères de cachetonner sans état d'âme pour une dictature corrompue (5). En somme, le Fondateur de « Médecins Sans Frontières » et son successeur constituent les déclinaisons antinomiques d'un même brillant, celui qui démarque le clinquant fondateur de l'étincelant successeur.

La rebuffade qu'il a essayée à Beyrouth lors de sa tournée d'adieu, le 5 novembre 2010, avec le refus du président de la chambre des députés Nabih Berri, de le recevoir en audience, donne la mesure de l'érosion de la diplomatie française sous le tandem Sarkozy Kouchner, dans un pays qui a longtemps constitué le point d'ancrage de la France au Moyen orient, et, au-delà, dans l'ensemble du monde arabe. Les révélations de la presse française, notamment les hebdomadaires Le Point et Marianne sur la mise en place d'un système de piratage interne du pôle audiovisuel extérieur français au profit de son épouse, Christine Ockrent, une dérive qui, si elle était confirmée, retentirait comme le signe du naufrage moral de l'ancien couple tendance de la vie politique française (6).

Le Kouchner interventionniste d'hier est apparu comme tétanisé par sa duplicité, mais au-delà de cet état d'âme, somme toute anecdotique au regard des enjeux, le seul et grand perdant de ce psychodrame personnel aura été le droit d'ingérence, que son parangon d'hier remisa dans les limbes quand il avait enfin les moyens de le mettre en pratique. Ce fait là n'est pas pardonnable. Ce fait là ne sera pas pardonné à Bernard Kouchner, un homme qui passera à la postérité comme un médecin à vocation auto proclamée humanitariste, à projection médiatique à tremplin politique, autrement dit un homme qui aura asservi

la cause humanitaire en instrumentalisant les médias pour la satisfaction d'une ambition politique, sinistrant durablement la cause humanitaire.

Références

1. A propos de la problématique du Droit international humanitaire Cf. « Le Droit International Humanitaire » par Patricia Buirette et Philippe Lagrange – Edition la Découverte collection Repères N° 196 2eme édition 2008
2. Interview à la Revue Moyen orient N°6 Juin Juillet 2010 « Regard de Rony Brauman sur l'action humanitaire dans le Monde et le Moyen orient » propos recueillis par Frank Tétard et Chiara Rettennella.
3. « Kouchner ou l'ambiguïté à la française », Christopher Caldwell London Review of Books 1e Août 2009
4. Rony Brauman Humanitaire, diplomatie et droits de l'homme Editions du Cygne ISBN : 978-2-84924-152- Spécialisé en pathologie tropicale, de nationalité française, Rony Brauman est né le 19 juin 1950 à Jérusalem. Ancien président de Médecins sans frontières de France (de 1982 à 1994), il est lauréat du Prix de la Fondation Henri Dunant 1997. Coréalisateur avec le cinéaste israélien Eyal Sivan d'un documentaire (1999) sur le procès d'Adolf Eichmann (1961) dont le scénario est basé sur l'essai Eichmann in Jérusalem de la philosophe Hannah Arendt, il est l'auteur de plusieurs ouvrages notamment. Penser dans l'urgence : Parcours critique d'un humanitaire, Seuil, 2006 – entretien avec Catherine Portevin. Éloge de la désobéissance (Le Pommier, 1999, document d'accompagnement du film intitulé Un spécialiste : portrait d'un criminel moderne, réalisé à partir des archives vidéo du procès d'Eichmann, avec le cinéaste Eyal Sivan), Les médias et l'humanitaire (avec René Backmann, Victoires, 1998), Devant le Mal. Rwanda, un génocide en direct, Arléa, 1994, Le crime humanitaire. Somalie. Arléa, 1993
5. « Le Monde selon K. » par Pierre Péan Fayard Février 2009
6. http://www.marianne2.fr/Espionnage-AEF-pourquoi-Christine-Ockrent-est-mise-en-cause_a200301.html
Avec en additif dans la version papier
http://www.marianne2.fr/A-lire-cette-semaine-dans-Marianne-Kouchner-Ockrent-la-chute_a200318.html
Kouchner-Ockrent : La chute. (Comment Christine Ockrent espionnait son patron, Comment Bernard protégeait son épouse, comment ils ont naufragé France 24 »
René Naba :
dimanche 5 décembre 2010,
Source : <http://www.renenaba.com/> - 3 décembre 2010
Comité Valmy
<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1003>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19